



DUALISME DES ORDRES JURIDICTIONNELS

Et ses exceptions

Point historique

- 1790 Après la Révolution, la *loi des 16 et 24 août 1790* interdit, pour la 1ère fois, au juge judiciaire d'intervenir dans l'administration. Cette interdiction est si stricte qu'il est impossible de juger l'administration.
- 1806 En 1799, Napoléon crée le Conseil d'Etat, qui dès 1806, est enrichi d'une commission du contentieux qui instruisait les réclamations dont le Conseil d'Etat était saisi.
- 1872 A cette époque, le Conseil d'Etat n'est qu'un organe consultatif qui transmet les contentieux de l'administration aux ministres, qui eux règlent les litiges. C'est ce que l'on appelle la **justice retenue**.
- La *loi du 24 mai 1872* consacre le Conseil d'Etat en tant que véritable juridiction : les décisions du Conseil d'Etat ont désormais une autorité souveraine. C'est le passage de la justice retenue à la **justice déléguée**. En 1872 c'est donc la naissance des juridictions administratives.
- 1873 Le 8 février 1873, un arrêt célèbre crée le droit administratif : c'est l'**arrêt Blanco**.

Principe de dualisme des ordres de juridictions

Les juridictions de l'ordre judiciaire :

- Juridictions chargées de juger les litiges survenant entre particuliers.
- Tribunal judiciaire ; tribunal de commerce ; tribunal correctionnel ; Cour d'assises ; Conseil des Prud'Hommes ; tribunal paritaire des baux ruraux ; Cour d'appel ; Cour de cassation.

Les juridictions de l'ordre administratif :

- Juridictions chargées de juger les litiges qui mettent en cause l'administration.
- Tribunal administratif ; Cour administrative d'appel ; Conseil d'Etat.



Ce principe a été reconnu par le Conseil constitutionnel comme un principe fondamental reconnu par les lois de la République dans une décision du 28 juillet 1989.

Exceptions au principe du dualisme juridictionnel

Tribunal des conflits :

- Juridiction unique.
- Il n'appartient à aucun des 2 ordres et, est constitué de 9 membres :
 - Le ministre de la Justice, qui en est le président
 - 3 conseillers à la Cour de cassation
 - 3 conseillers d'Etat
 - Les 2 derniers membres sont désignés par les 6 autres.
- Ce tribunal résout 2 types de conflits de compétence différents opposant les 2 ordres de juridictions :
 - **Conflit positif** : les 2 juridictions (judiciaire et administrative) s'estiment compétentes pour un même litige
 - **Conflit négatif** : aucun des 2 ordres de juridictions ne s'estime compétent pour le litige.

Conseil constitutionnel :

- Il a été créé par la Constitution du 4 octobre 1958.
- Il se prononce sur la conformité des lois à la Constitution (**contrôle de constitutionnalité**) mais, il veille aussi à la régularité des élections nationales et des référendums.
- Il est composé de 9 neufs membres renouvelés par tiers tous les 3 ans et chaque tiers est nommé respectivement par le Président de la République, le président du Sénat et le président de l'Assemblée nationale.
- Les anciens Présidents de la République sont membres de droit mais peuvent choisir de ne pas y siéger.